

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/NOR/6

31 janvier 1997

(97-0367)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions du JAPON¹, de la COREE², de l'ARGENTINE³
de la POLOGNE⁴ et des ETATS-UNIS⁵ concernant la nouvelle
notification complète de la NORVEGE⁶

La Mission permanente de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après datée du 20 janvier 1997.

Réponses aux questions du Japon

1. Campagne en faveur des exportations, programme stratégique et programme de développement des exportations des PME

La Norvège considère-t-elle que les subventions accordées pour l'organisation de foires commerciales, la réalisation d'études de marchés, la tenue de séminaires, la formation, les services-conseils, etc., ne constituent pas des subventions à l'exportation?

Réponse

Le soutien pour les foires commerciales, l'amélioration des compétences, etc., est accordé conformément aux règles régissant l'aide de l'Etat fournie sous la forme de prêts à taux réduit telles qu'elles sont énoncées dans le Traité sur l'Union européenne et l'Accord sur l'Espace économique européen. Les coûts ouvrant droit à des conditions libérales sont les coûts de la participation à des foires commerciales et ceux des études ou des services-conseils nécessaires pour lancer un produit nouveau ou existant sur un nouveau marché ou les coûts de l'aide et des avis de consultants extérieurs pour une amélioration ponctuelle des compétences dans divers domaines. Le soutien directement lié

¹G/SCM/Q2/NOR/2.

²G/SCM/Q2/NOR/1.

³G/SCM/Q2/NOR/4.

⁴G/SCM/Q2/NOR/3.

⁵G/SCM/Q2/NOR/5.

⁶G/SCM/N/3/NOR.

aux marchandises exportées, à la mise en place et à l'exploitation d'un réseau de distribution ou aux dépenses courantes au titre des activités d'exportation est prohibé et les coûts correspondants ne sont pas pris en compte.

Ainsi, l'aide octroyée au titre de ce programme ne dépend pas des résultats à l'exportation. Elle n'a rien à voir avec le volume des exportations. Elle ne constitue donc pas une subvention à l'exportation au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

2. Programme de financement des crédits à l'exportation

La Norvège considère-t-elle que "l'engagement international" évoqué à l'annexe I k) désigne "l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public"?

Réponse

La réponse de la Norvège à cette question est affirmative. Elle considère que "l'engagement international" évoqué à l'annexe I k) signifie, notamment, "l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public". Elle est partie à cet arrangement depuis sa conclusion en avril 1978. L'Arrangement de l'OCDE satisfait à tous les critères énumérés à l'annexe I k) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

3. Aide à l'installation de dispositifs économiseurs d'énergie à bord des bateaux de pêche

Le paragraphe 8.9.5 de la notification précise que l'aide est accordée pour une gamme limitée de dispositifs économiseurs d'énergie. A cet égard, la Norvège pourrait-elle répondre aux questions suivantes?

- **Selon quels critères sont choisis les dispositifs visés par ce programme?**
- **La subvention est-elle réservée aux dispositifs fabriqués en Norvège?**

Réponse

Pour que le programme de subvention ait le maximum d'effet, seul un certain type de matériel ouvre droit à l'aide. Autrement dit seuls les dispositifs jugés les plus propres à économiser l'énergie sont pris en compte. Il s'agit des dispositifs qui permettent de mesurer la consommation de combustible et les dépenses qu'elle entraîne.

La subvention n'est pas réservée aux dispositifs fabriqués dans le pays.

Le programme d'aide a été supprimé en 1996.

4. **La Norvège pourrait-elle donner les grandes lignes des programmes ci-après et indiquer pourquoi elle ne les a pas notifiés?**

- **Réduction de la taxe sur l'huile minérale pour les producteurs de papier et de pâte à papier, ainsi que pour les fabricants de farine de poisson.**
- **Exonération des droits de douane pour les constructeurs de bateaux.**

Réponse

La réduction de la taxe sur l'huile minérale pour les producteurs de papier et de pâte à papier est mentionnée au paragraphe 7.3 de nos notifications sous le titre: "Allégement de la taxe sur le CO₂ en ce qui concerne le pétrole, le charbon et le coke".

S'agissant du régime d'exonération des droits de douane pour les constructeurs de bateaux, il a été réduit progressivement dans les années 80 et abrogé le 6 octobre 1987. Aucune exonération n'a plus été accordée après cette date.

Réponses aux questions de la Corée

1. Aides régionales à l'investissement

La notification de la Norvège précise que la subvention est accordée aux entreprises situées dans des régions bénéficiant d'une aide et que celles-ci se répartissent en trois zones: zone A, zone B et zone C. Sur quelle base les régions bénéficiant d'une aide ont-elles été réparties entre ces trois zones? Quels secteurs industriels bénéficient le plus de cette subvention?

Réponse

Les programmes d'aide sont accessibles à toutes les entreprises nouvelles et existantes situées dans les régions qui peuvent prétendre à l'aide publique régionale.

Les zones remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'aide publique régionale sont habitées par 25 pour cent environ de la population totale de la Norvège.

L'Espace économique européen est constitué de deux éléments, l'AELE et la CE.

L'Autorité de surveillance a, au sein de l'AELE, les mêmes fonctions en matière d'aide publique que la Commission européenne au sein de la CE. Les zones ayant droit à l'aide publique régionale et les plafonds fixés pour l'aide à l'investissement dans les zones retenues sont approuvés par l'Autorité de surveillance de l'AELE.

L'Autorité de surveillance de l'AELE applique les mêmes méthodes que la Commission européenne pour déterminer les régions qui peuvent prétendre à l'aide publique régionale. Cette méthode est conforme aux critères énoncés à l'article 8.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Elle est fondée sur trois critères principaux:

- le PIB par habitant;
- le taux de chômage;
- la faible densité de population.

Les plafonds fixés pour l'aide varient selon le niveau de développement de la région bénéficiaire. Moins la région est développée, plus le plafond de l'aide est élevé. En Norvège, trois catégories de zones (A, B et C) bénéficient d'une aide dont le plafond correspond au niveau approuvé par l'Autorité de surveillance de l'AELE.

L'application du programme d'aides régionales à l'investissement est indépendante des secteurs et n'en privilégie donc aucun. Les secteurs qui bénéficient le plus des aides régionales à l'investissement varient d'année en année selon les demandes présentées.

2. Programme de restructuration des régions dépendant d'une seule branche de production

La subvention est accordée aux entreprises des municipalités qui dépendent d'une seule branche de production ou d'une seule entreprise. Quels secteurs industriels sont les principaux bénéficiaires?

Réponse

Le programme ne favorise aucun secteur en particulier. Les secteurs qui en sont les principaux bénéficiaires sont ceux auxquels appartiennent les entreprises candidates dans la région.

3. Aide à la restructuration et à la rationalisation de l'industrie de transformation du poisson

Selon la notification de la Norvège, l'aide est accordée conformément à l'accord annuel conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique et a pour objet de renforcer la compétitivité de l'industrie de transformation du poisson et de favoriser les ventes de poisson et de produits à base de poisson au niveau national et à l'exportation. La Norvège pourrait-elle préciser les critères qui sont utilisés pour désigner les entreprises ou les produits appelés à bénéficier de la subvention?

La Norvège indique dans sa notification qu'aucune subvention n'a été accordée en 1995. Est-il prévu d'en accorder à l'avenir?

Réponse

Il a été mis un terme à ce programme de subventions en 1995.

Lorsque le programme était en vigueur, les entreprises pouvant prétendre à une aide étaient celles qui allaient s'engager dans une coopération de caractère contraignant par le biais d'une prise de participation de façon à pouvoir mieux utiliser les ressources locales.

L'octroi de l'aide était assujéti à une condition importante: la subvention devait entrer dans le cadre des plans à long terme d'adaptation structurelle de la branche de production dans la région concernée. La priorité était donnée aux projets réputés offrir les meilleures possibilités de restructuration et de rentabilisation future de toute la branche d'activité.

4. Fonds pour la commercialisation

Selon la notification de la Norvège, l'aide est accordée conformément à l'accord annuel conclu entre l'Association des pêcheurs norvégiens et le Ministère de l'administration publique et a pour objet de renforcer la compétitivité de l'industrie de transformation du poisson et de favoriser les ventes de poisson et de produits à base de poisson au niveau national et à l'exportation. La Norvège pourrait-elle préciser les critères qui sont utilisés pour désigner les entreprises ou les produits appelés à bénéficier de la subvention?

La Norvège indique dans sa notification qu'aucune subvention n'a été accordée en 1995. Est-il prévu d'en accorder à l'avenir?

Réponse

Cette forme de subventionnement a pris fin en 1994. Il n'a donc été accordé d'aide ni en 1995 ni en 1996.

Quand la subvention pouvait être obtenue, aucun plafond ne limitait le montant des aides consenties à un bénéficiaire. En général les candidats devaient financer au minimum 50 pour cent des dépenses totales se rapportant au projet pertinent.

Autres limitations ou critères: il n'était pas octroyé de subvention sous forme d'aide à l'investissement ou de soutien des revenus.

Réponses aux questions de l'Argentine

1. Au sujet du programme de subventions à l'investissement dans des régions relativement moins développées, la Norvège pourrait-elle préciser quelles sont les régions bénéficiant de ce programme ainsi que les critères applicables pour l'octroi de ces subventions, conformément aux dispositions de l'article 8.2 b) de l'Accord sur les subventions?

Réponse

Notre réponse à la question n° 1 de la Corée s'applique aussi à cette question.

2. Programmes de développement régional

a) Lesquels des coûts liés à la recherche-développement sont visés par le programme et quel est le pourcentage du coût total des projets couvert par ces subventions, conformément aux dispositions de l'article 8.2 a) de l'Accord sur les subventions?

Réponse

Les entreprises ne bénéficient pas individuellement d'une aide au titre de ce programme à moins de participer à des programmes pluriannuels.

Environ 30 pour cent du coût total des projets ouvre droit à des subventions au titre de la recherche-développement. Les projets de recherche-développement bénéficiant d'une aide portent sur des activités de développement préconcurrentielles. Les catégories de coûts remplissant les conditions requises pour un subventionnement sont les dépenses de personnel et les frais d'administration et, dans une moindre mesure, les dépenses d'équipement.

L'aide au titre de la recherche-développement accordée aux entreprises est donc conforme aux critères de l'article 8.2 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

b) Quelles sont les régions bénéficiant de ce programme et les critères de sélection applicables, conformément aux dispositions de l'article 8.2 b) de l'Accord sur les subventions?

Réponse

Les zones A, B et C mentionnées dans notre réponse à la question n° 1 de la Corée sont les régions bénéficiaires. Notre réponse à la question n° 1 de la Corée contient aussi des renseignements sur les critères de sélection utilisés.

Réponses aux questions de la Pologne

1. Contrats publics de recherche-développement

Nous croyons comprendre que la subvention, accordée sur la base d'un accord entre les pouvoirs publics et une entreprise, vise à couvrir une partie des coûts que celle-ci supporte du fait de la réalisation d'un projet tendant à l'application de nouvelles technologies. Nous voudrions savoir si le montant de la subvention est remboursé par l'entreprise en cas d'échec du projet.

Réponse

La réponse à cette question est négative. Il n'est pas demandé aux entreprises de rembourser le montant reçu en cas d'échec du projet.

2. Campagne en faveur des exportations, programme stratégique et programme de développement des exportations des PME

Y a-t-il d'autres critères que les PME doivent remplir pour bénéficier de la subvention? Dans l'affirmative, prière de donner des précisions.

Réponse

La réponse à cette question est négative. Il n'y a pas à remplir d'autres critères que les critères déjà notifiés.

3. Fonds de commercialisation

La notification n'indique pas clairement quels critères sont appliqués pour accorder la subvention aux entreprises et aux organisations, qui décide du montant de l'aide accordée à un sujet donné et quel est le montant maximal de l'aide qui peut être accordée à un sujet. La Norvège pourrait-elle préciser ces différents points?

Réponse

Il a déjà été répondu à cette question à propos de la question n° 4 de la Corée.

4. Aide à la construction ou à l'achat de bateaux dans le comté de Finnmark

Le programme prévoit l'octroi d'une aide à tout acheteur ou constructeur de bateaux de pêche du comté de Finnmark à concurrence de 15 pour cent du prix de construction d'un bateau neuf ou de 15 pour cent du prix d'achat d'un bateau ancien. Les propriétaires de bateaux peuvent également bénéficier d'une subvention à concurrence de 9 pour cent du prix contractuel du bateau au titre du soutien accordé, sur l'ensemble du territoire national, aux bateaux de pêche destinés à être livrés en Norvège. Cela signifie-t-il que, si la transaction a lieu au Finnmark, les subventions peuvent couvrir jusqu'à 24 pour cent du prix contractuel ou bien le sujet ne peut-il bénéficier que d'un seul dispositif? La Norvège pourrait-elle clarifier ce point?

Réponse

L'aide de 15 pour cent prévue pour tout acheteur de bateaux de pêche du Finnmark est accordée à condition que la subvention générale plafonnée à 9 pour cent soit déjà octroyée.

Réponses aux questions des Etats-Unis

1. L'objectif déclaré du programme intitulé "Garanties de crédits à l'exportation" est de promouvoir les exportations norvégiennes de biens et de services essentiellement en couvrant le risque de crédit encouru par l'exportateur sur le plan commercial et politique. La Norvège pourrait-elle donner des informations concernant les produits agricoles qui bénéficient de ce programme? Quelles sont les conditions à remplir pour pouvoir participer au programme?

Réponse

L'Institut de garantie de crédit à l'exportation (GIEK) n'a pas accordé de garantie pour l'exportation de produits agricoles au titre du programme en 1994. Il en a été de même en 1995.

En ce qui concerne les conditions à remplir pour pouvoir participer au programme, le programme s'applique cependant aux crédits à l'exportation de toutes les catégories de produits. L'exportateur doit fournir des renseignements suffisants pour que sa demande de couverture puisse être prise en considération. Le GIEK couvre le risque de crédit aux conditions normalement appliquées pour les échanges en question.

La garantie du GIEK est subordonnée au paiement d'une prime par l'exportateur. Les taux de primes sont suffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion de ces programmes (voir annexe I j) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires).

2. La Norvège pourrait-elle expliquer plus en détail comment fonctionne le "programme de financement des crédits à l'exportation"? Pourrait-elle également préciser quelles conditions doivent remplir les exportateurs pour en bénéficier?

Réponse

Le programme de financement des crédits à l'exportation est un programme de bonification d'intérêt de l'Etat qui résulte d'un accord entre le gouvernement norvégien et AS Eksportfinans. En vertu de cet accord, Eksportfinans administre l'octroi des crédits à l'exportation, comme cela est prévu dans l'Arrangement de l'OCDE, au nom du gouvernement norvégien.

Le programme fonctionne de la manière indiquée ci-après: le gouvernement norvégien fait en sorte qu'Eksportfinans, qui administre le programme, puisse accorder des crédits aux taux minimaux autorisés par l'Arrangement de l'OCDE. A cette fin, le gouvernement prend en charge les frais d'administration liés au programme. Il rembourse en outre Eksportfinans si cet organisme doit payer sur ses fonds un taux supérieur à celui que ses placements lui permettent d'obtenir - ses placements étant les crédits à l'exportation consentis aux conditions de l'Arrangement de l'OCDE. Le gouvernement rembourse aussi Eksportfinans pour toute perte occasionnée à celui-ci pour des fluctuations de taux de change. Tout bénéfice procuré par ce programme serait considéré comme une recette publique.

Les conditions à remplir pour participer au programme sont les suivantes:

- le crédit est utilisé par un importateur pour acheter des biens d'équipement norvégiens à un exportateur norvégien;
- seuls les crédits à moyen ou à long terme bénéficient d'un soutien de l'Etat et ces crédits peuvent être accordés aux conditions de l'Arrangement de l'OCDE; et
- le financement des éléments non norvégiens est limité à 30 pour cent du montant du contrat.

Le programme de financement des crédits à l'exportation respecte scrupuleusement les dispositions de l'Arrangement de l'OCDE. Il est donc considéré comme conforme à l'annexe I k) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

3. La Norvège pourrait-elle indiquer le montant précis des subventions à la production de graines oléagineuses qui ont été allouées en 1994 et en 1995?

Réponse

La production norvégienne de graines oléagineuses est plutôt limitée et aucune mesure ne lui est spécifiquement applicable. Les graines oléagineuses sont cependant considérées comme relevant du secteur des céréales et, à ce titre, répondent aux conditions voulues pour bénéficier de l'aide fournie en vertu du programme de soutien des prix des céréales et du programme concernant les superficies cultivées et le paysage culturel. L'aide accordée au titre de ces programmes s'est élevée à 36,4 millions de couronnes norvégiennes en 1994 et à 41,7 millions en 1995.

On notera que la production norvégienne de graines oléagineuses est utilisée exclusivement comme source de protéines pour la fabrication de produits d'affouragement locaux et n'est jamais employée comme matière première pour la fabrication d'huiles de cuisine destinées à la consommation humaine.

Production de graines oléagineuses			
Soutien des prix des céréales			
Année	Volume (milliers de tonnes)	Taux (couronnes norvégiennes/kg)	Total (millions de couronnes norvégiennes)
1994	13,4	1,55	20,8
1995	14,6	1,55	22,6
Superficies cultivées et paysage culturel			
Année	Superficie (hectares)	Taux (couronnes norvégiennes/ha)	Total (millions de couronnes norvégiennes)
1994	9 880	1 580	15,6
1995	10 860	1 760	19,1
Chiffres totaux			
Mesure	Soutien des prix des céréales (millions de couronnes norvégiennes)	Superficies cultivées et paysage culturel (millions de couronnes norvégiennes)	Total (millions de couronnes norvégiennes)
1994	20,8	15,6	36,4
1995	22,6	19,1	41,7